

- d'autre part, sur les crédits hors titre 2 (HT2) à hauteur de 9,2 Md€ en AE et 9,4 Md€ en CP. Ces annulations portent pour l'essentiel, de manière transversale, sur des montants mis en réserve au titre de dépenses pilotables, qu'il s'agisse de fonctionnement, notamment des achats, ou d'investissement, pour lesquelles une priorisation ou un rééchelonnement des dépenses est possible. Les opérateurs de l'Etat sont également mis à contribution à ce titre. Des économies ciblées sont en outre réalisées sur certains dispositifs d'intervention, notamment sur l'aide publique au développement ou le dispositif MaPrimeRénov. Dans le détail par mission :
 - 151 M€ en AE et en CP sur la mission « Action extérieure de l'Etat » ;
 - 136 M€ en AE et en CP sur la mission « Administration générale et territoriale de l'Etat » ;
 - 740 M€ en AE et en CP sur la mission « Aide publique au développement » ;
 - 24 M€ en AE et en CP sur la mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » ;
 - 20 M€ en AE et en CP sur la mission « Avances à l'audiovisuel public » (compte de concours financier) ;
 - 737 M€ en AE et en CP sur la mission « Cohésion des territoires » ;
 - 15 M€ en AE et en CP sur la mission « Conseil et contrôle de l'Etat » ;
 - 20 M€ en AE et en CP sur la mission « Contrôle et exploitation aériens » (budget annexe) ;
 - 201 M€ en AE et en CP sur la mission « Culture » ;
 - 36 M€ en AE et en CP sur la mission « Direction de l'action du Gouvernement » ;
 - 2 139 M€ en AE et 2 222 M€ en CP sur la mission « Écologie, développement et mobilités durables » ;
 - 220 M€ en AE et 299 M€ en CP sur la mission « Economie » ;
 - 900 M€ en AE et en CP sur la mission « Engagements financiers de l'Etat » ;
 - 213 M€ en AE et en CP sur la mission « Enseignement scolaire » ;
 - 225 M€ en AE et en CP sur la mission « Gestion des finances publiques » ;
 - 175 M€ en AE et en CP sur la mission « Immigration, asile et intégration » ;
 - 304 M€ en AE et en CP sur la mission « Justice » ;
 - 75 M€ en AE et en CP sur la mission « Outre-mer » ;
 - 14 M€ en CP sur la mission « Prêts et avances à des particuliers et organismes privés » (compte de concours financier) ;
 - 7 M€ en AE et en CP sur la mission « Publications officielles et information » (budget annexe) ;
 - 900 M€ en AE et en CP sur la mission « Recherche et enseignement supérieur » ;
 - 70 M€ en AE et en CP sur la mission « Santé » ;
 - 232 M€ en AE et en CP sur la mission « Sécurités » ;
 - 307 M€ en AE et en CP sur la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » ;
 - 180 M€ en AE et en CP sur la mission « Sport, jeunesse et vie associative » ;
 - 94 M€ en AE et en CP sur la mission « Transformation et fonction publiques » ;
 - 1 100 M€ en AE et en CP sur la mission « Travail et emploi ».